



# Sahel

22 PROJETS EN IMAGES... ET EN RÉSULTATS

#MondeEnCommun

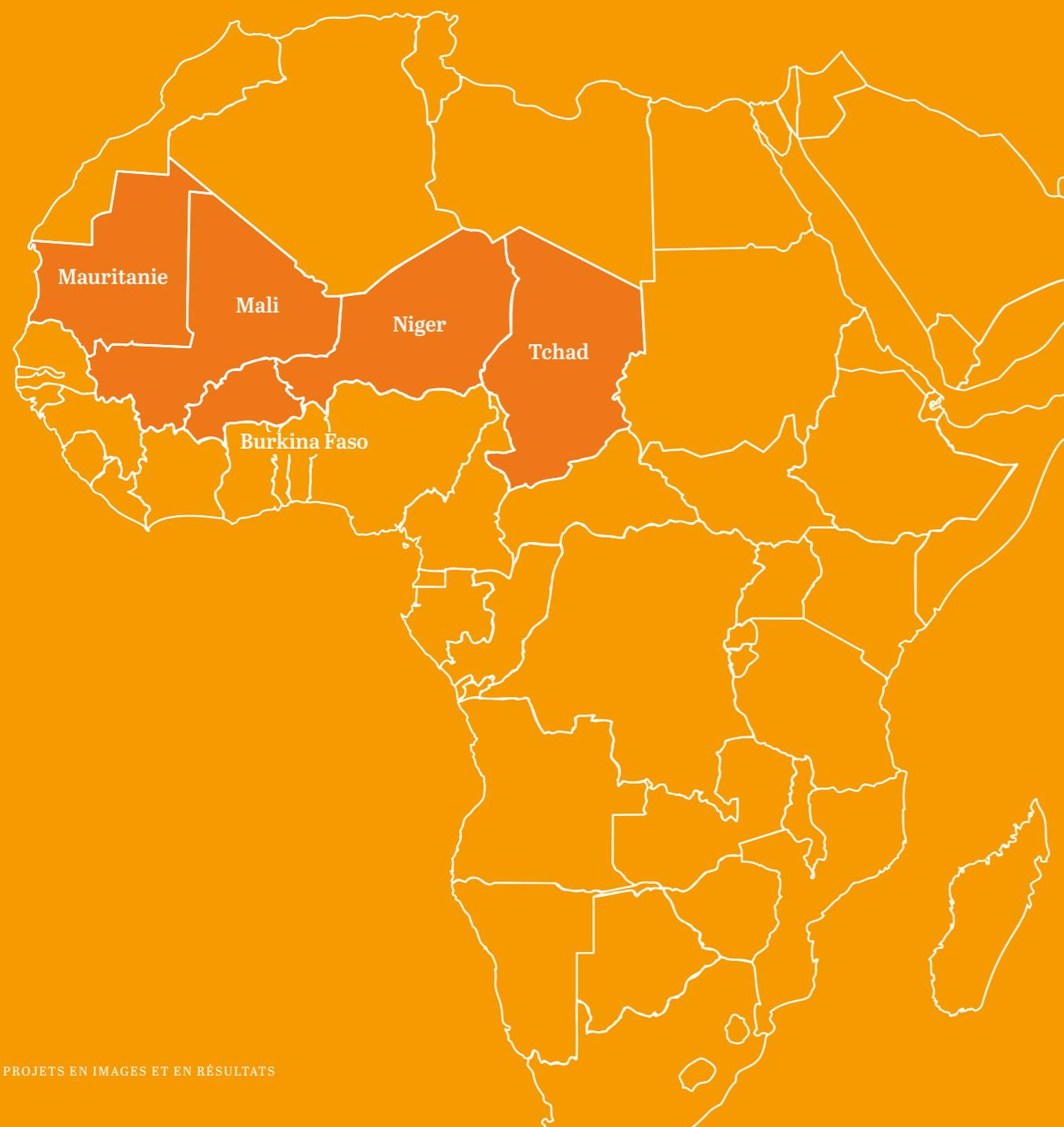


**AFD**

AGENCE FRANÇAISE  
DE DÉVELOPPEMENT

**Sahel** • 22 projets en images... et en résultats





**C**ette exposition est une fenêtre sur l'activité de l'Agence française de développement au Sahel : parmi plus de 170 projets en cours, vous pourrez en découvrir 22 en images et en résultats concrets (mesurés à fin 2019) illustrant l'appui apporté par l'AFD et ses partenaires.

Les projets présentés sont, pour la plupart, mis en œuvre dans des régions parmi les plus vulnérables des pays sahéliens. En matière de développement humain (IDH), les Nations unies classent la Mauritanie à la 159<sup>e</sup> place sur 189 pays, suivie par le Mali (182<sup>e</sup>), le Burkina Faso (183<sup>e</sup>), le Tchad (186<sup>e</sup>) et le Niger (189<sup>e</sup>). Au Burkina Faso, moins de 3% de la population rurale a accès à l'électricité. Au Tchad, près d'1 enfant sur 7 meurt avant d'atteindre les 5 ans.

Accès à l'énergie, à des services de santé, notamment maternelle et infantile, à l'éducation et singulièrement pour les filles, à des formations professionnelles pour s'insérer économiquement et socialement... les besoins sont colossaux.

#### **Des projets à impacts à court... et long termes**

Face à l'ampleur de ces besoins, l'AFD déploie des approches multisectorielles pour traiter simultanément l'ensemble des facteurs favorisant la stabilité des régions vulnérables.

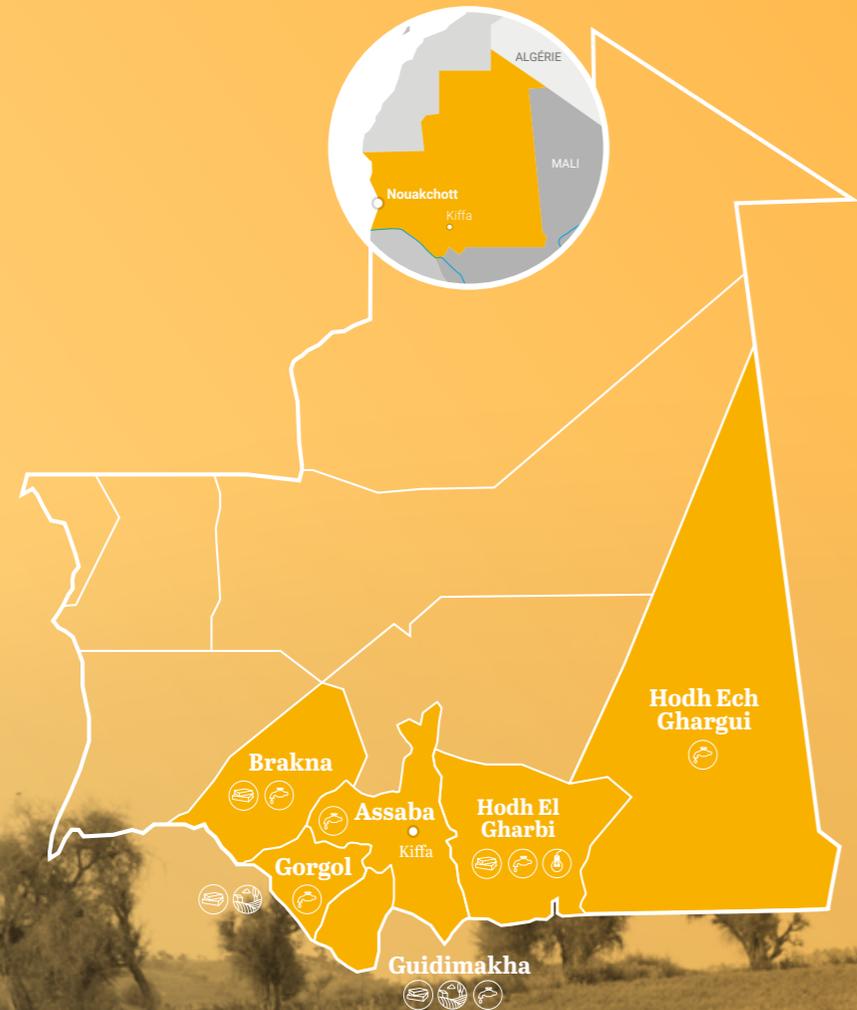
Elle renforce également le déploiement de projets à « deux temps » :

- une première phase de mise en œuvre rapide, notamment *via* des organisations non gouvernementales françaises, internationales et sahéliennes, pour obtenir rapidement des résultats. Par exemple pour la construction de centres de santé et la mise à disposition de matériel médical (Facilité Santé Nord au Mali).
- une seconde phase avec des composantes plus structurelles, sous maîtrise d'ouvrage nationale, permettant des impacts à plus long terme : l'accompagnement vers l'emploi des jeunes, le renforcement des institutions en région, mais aussi le retour de l'État.

#### **Des contextes sécuritaires qui affectent la mise en oeuvre des projets**

Les territoires ici présentés sont, pour la plupart, classés en « zone rouge » par le ministère français des Affaires étrangères. Des régions soumises à d'importants risques sécuritaires. Ce qui se traduit, pour les équipes de l'AFD et leurs partenaires, par des difficultés accrues dans le suivi, l'exécution mais aussi la mesure des résultats des projets financés. Face à ces difficultés de déplacements ou d'acheminement de matériaux, l'AFD s'appuie sur les collectivités locales en leur donnant, autant que possible, une place prépondérante dans la maîtrise d'ouvrage de ses financements.

# Mauritanie



## Focus sur 6 projets

Résultats intermédiaires mesurés à fin 2019



### Chantiers écoles pour l'employabilité des jeunes (PECOBAT)

**Régions :** Gorgol, Guidimakha, Assaba, Brakna  
**Co-financeurs**  
 Union européenne  
Bureau International du Travail  
**Démarrage :** 2019  
**Montant :** 6,7 M€  
(dont 3,2 M€ fonds délégués UE)



### Accès à l'eau potable et à l'assainissement dans 5 Wilayas

**Régions :** Gorgol, Assaba, Guidimakha, Hodh El Gharbi, Hodh Ech Chargui  
**Co-financeurs**  
 UE  
**Démarrage :** 2012  
**Montant :** 14,6 M€  
(dont 10,6 M€ fonds délégués UE)



### Accès à l'eau potable et à l'assainissement dans l'Aftout ech-Chergui

**Régions :** Gorgol, Assaba, Brakna  
**Co-financeurs**  
 UE, Banque islamique de développement, Fonds arabe pour le développement économique et social  
**Démarrage :** 2012  
**Montant :** 22,3 M€  
(dont 4,8 M€ fonds délégués UE)



### Amélioration de la sécurité alimentaire par la relance de l'irrigation (ASARIGG)

**Régions :** Gorgol et Guidimakha  
**Démarrage :** 2018  
**Montant :** 10,5 M€



### Centrale hybride solaire de Kiffa

**Régions :** Assaba  
**Co-financeurs**  
 UE  
**Achévé en 2019**  
**Montant :** 23,8 M€  
(dont 4,8 M€ fonds délégués UE)



### Forfait obstétrical phase 2

**Régions :** territoire national  
**Démarrage :** 2013  
**Achévé en 2018**  
**Montant :** 2,8 M€



## CHANTIERS ÉCOLES POUR L'EMPLOYABILITÉ DES JEUNES (PECOBAT)

Démarrage : 2019

Le projet PECOBAT vise à améliorer l'employabilité des jeunes et à accroître leurs chances d'insertion socioprofessionnelle. Sa mise en œuvre s'appuie sur une expertise reconnue du Bureau international du travail (BIT) dans la mobilisation de la jeunesse à travers une approche Haute intensité de main-d'œuvre (HIMO) tout en proposant une formation professionnelle duale à travers des chantiers écoles. Le programme intègre également la valorisation d'éco-matériaux dans les constructions, ainsi que le suivi et l'accompagnement des jeunes en situation d'insertion par la dispense de modules de vie (compétences managériales, savoir-être, etc.).

**600 jeunes formés**

**4 écoles construites et alimentées  
en énergies renouvelables**

Résultats attendus

**1 720 jeunes formés dont 25% de femmes,**

**10 infrastructures scolaires  
et de développement local construites**





Reportage réalisé par le Bureau International du Travail / © Photo : BIT-Alfredo Caliz



## CENTRALE HYBRIDE DE KIFFA

Achevé en 2019

Troisième ville de Mauritanie, Kiffa est alimentée par une centrale thermique très polluante. Face à l'accroissement de la population, une centrale hybride solaire a été construite avec l'aide d'un financement de l'AFD. Cette solution est une réponse efficace à l'isolement de la ville et à son développement, tout en limitant les émissions de gaz à effets de serre. Une campagne de branchements sociaux permet également de raccorder à l'électricité les foyers les plus vulnérables.

**70 000 habitants de Kiffa  
et Guerou alimentés en électricité**  
**20 000 personnes bénéficient  
d'un raccordement subventionné**





## AMÉLIORATION DE LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE PAR LA RELANCE DE L'IRRIGUÉ (ASARIGG)

Démarrage : 2018

Le projet ASARIGG vise à améliorer la sécurité alimentaire des populations les plus vulnérables, la restauration de l'environnement, la réduction des risques de conflits fonciers et le renforcement de la cohésion sociale dans six bassins versants (régions du Gorgol et du Guidimakha). Un volet d'actions rapides est confié à un groupement d'ONG françaises et mauritaniennes (Grdr, GRET, Tenmya).

**80 exploitations et coopératives soutenues**

**52 hectares de terres aménagés**

Résultats attendus

**70 000 exploitations familiales soutenues, soit 400 000 personnes**





Reportage réalisé par le Grdr Migration - Citoyenneté - Développement /  
© Photos : En haut !





## ACCÈS À L'EAU POTABLE ET À L'ASSAINISSEMENT

- CINQ WILAYAS  
- AFTOUT ECH-CHERGUI

Démarrage : 2012

Les deux projets (Cinq Wilayas et Aftout ech-Chergui) visent à améliorer l'accès à l'eau potable dans 81 localités de ces régions parmi les plus pauvres du pays, en construisant les infrastructures d'adduction dans 51 centres semi-urbains et en étendant/réhabilitant les réseaux existants de 30 autres centres. Ces projets permettent également la mise en place d'équipements collectifs d'assainissement (latrines) dans 280 localités et la sensibilisation aux pratiques d'hygiène et d'assainissement de 400 000 personnes dans 700 localités.

*Près de Kiffa, la plupart des villages n'ont pas accès à l'eau et l'assainissement. Des ONG, relayées par des comités villageois sensibilisent et accompagnent les populations vers une meilleure hygiène et un accès à l'eau facilité.*

**108 000 personnes ont accès  
l'eau potable dans 100 localités**  
**348 500 personnes bénéficient  
de sanitaires améliorés**

Résultats attendus

**192 000 personnes accéderont  
à l'eau potable**





## FORFAIT OBSTÉTRICAL

Achevé en 2018

Depuis 2008, l'AFD soutient le dispositif « forfait obstétrical » mis en place dans les formations sanitaires. Le forfait obstétrical est un système de préfinancement et de mutualisation des coûts liés à la grossesse et à l'accouchement. En échange d'un forfait fixe (14 à 17 €), les adhérentes bénéficient d'une prise en charge de leur grossesse (consultations prè et post-natales, médicaments, etc.) et de leur accouchement. Le forfait permet également d'assurer la rémunération des personnels médicaux et de gérer l'achat des médicaments nécessaires. Un nouveau projet démarré en 2019 pour un montant de 5 Me assure la continuité du dispositif « forfait obstétrical ».

**Mise en place dans 33 centres de santé  
et 116 postes de santé**

**Plus de 145 000 femmes enceintes  
bénéficiaires**



# Mali



## Focus sur 5 projets

Résultats intermédiaires mesurés à fin 2019



### Formation et insertion professionnelle des jeunes par les collectivités territoriales (ACTIF)

Régions : Mopti  
Démarrage : 2018  
Montant : 10 M€



### Programme d'investissement du secteur de l'éducation (PISE III)

Régions : Koulikoro, Mopti, Ségou et Tombouctou  
Achévé en 2019  
Montant : 8 M€



### Compétitivité des entreprises par la formation professionnelle (Acefors)

Régions : Bamako, Ségou, Sikasso et Mopti  
Démarrage : 2014  
Montant : 9 M€



### Facilité santé Nord Mali

Régions : Gao et Tombouctou  
Achévé en 2017  
Montant : 8 M€



### Développement de la zone Office du Niger (Padon) - phase 2

Régions : Ségou  
Démarrage : 2011  
Montant : 15 M€



## FORMATION ET INSERTION PROFESSIONNELLE DES JEUNES PAR LES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES

Démarrage : 2018

Dans la région de Mopti, les taux de scolarisation sont faibles avec peu d'accès à la formation du fait d'un nombre limité de structures. Face à ces enjeux, le Conseil régional de Mopti a placé l'éducation, la formation et l'insertion de la jeunesse au rang de ses priorités. Ce projet vise à renforcer la capacité des jeunes à développer et mettre en œuvre un projet d'insertion professionnelle, améliorer la qualité de l'éducation pour limiter les risques de décrochage et de déscolarisation, ainsi qu'à renforcer les capacités des collectivités territoriales dans les domaines de la formation et de l'insertion professionnelles.

**500 jeunes formés dont plus  
de 140 maîtres artisans**

**650 jeunes en cours de formation**

**209 jeunes accompagnés dans  
leur projet d'entrepreneuriat**

Résultats attendus

**3 000 personnes insérées,  
dont au moins 40% de femmes**





© Photo : Keïta / AFD

*Portraits de bénéficiaires accompagnés dans leur projet d'insertion professionnelle dans les secteurs du maraîchage, de l'élevage et de l'artisanat.*



## FACILITÉ SANTÉ NORD MALI

Achévé en 2017

Cette facilité santé a été mise en place pour répondre à l'urgence sanitaire du Nord du Mali. Elle a permis une réponse rapide aux besoins des populations dans les régions de Gao et Tombouctou via deux consortiums d'ONG. Le projet a participé à la remise à niveau des structures de santé et, plus globalement, à la restauration du système de santé dans le Nord, avec un focus particulier sur l'amélioration de la santé maternelle et infantile et de la planification familiale.

Une nouvelle facilité santé mise en place en 2019 assure la continuité du projet en augmentant les capacités d'accès dans plus de 100 Centres de santé des mêmes régions.

*Examen médical d'une patiente et d'un enfant lors d'une consultation curative réalisée au cours des activités d'une équipe mobile polyvalente (EMP). L'ONG partenaire assure le déploiement de deux EMP médicalisées dans le district sanitaire de Gao, afin de fournir des soins décentralisés aux communautés. Cette stratégie permet d'aller au-devant des besoins de base et d'urgence des populations déplacées ou vivant au-delà de 15km de centres de santé fonctionnels.*

**93 centres de santé communautaires  
et 7 centres de santé de référence  
remis à niveau**

**13 000 patients pris en charge**





## COMPÉTITIVITÉ DES ENTREPRISES PAR LA FORMATION PROFESSIONNELLE

Démarrage : 2014

Le projet vise à améliorer la compétitivité des acteurs économiques et à diversifier les solutions d'emplois pour les jeunes, en renforçant l'offre locale de formation professionnelle notamment dans le secteur agricole. Il prévoit la construction de 2 centres de formation aux métiers para-agricoles à Markala et Sikasso, la création d'une nouvelle offre de formation sur des métiers localement porteurs (maintenance industrielle, eau, transformation et valorisation de la production) et la mise en place de formations professionnelles courtes (6 à 9 mois) dans les métiers du BTP.

**880 jeunes formés et soutenus  
dans leur insertion**  
**595 jeunes en cours de formation**

Résultats attendus  
**Construction de 2 centres  
de formation professionnelle**





© Photo: Keita / AFD



## PROGRAMME D'INVESTISSEMENT DU SECTEUR DE L'ÉDUCATION

Achévé en 2019

Le troisième projet d'appui au programme d'investissement du secteur de l'éducation (PISE) vise à améliorer l'offre de l'enseignement secondaire général par la construction et la réhabilitation de lycées et sa qualité, à travers un meilleur pilotage des établissements et le renforcement des enseignements dans les disciplines scientifiques.



**4 lycées construits et 1 lycée réhabilité**  
**12 851 filles et 13 690 garçons**  
**scolarisés au primaire et au collège**



## APPUI AU DÉVELOPPEMENT DE LA ZONE OFFICE DU NIGER (PHASE 2)

Démarrage : 2011

Ce projet vise à accroître la production agricole de l'office du Niger (l'un des plus importants périmètres de culture irriguée du continent) grâce à la construction d'infrastructures hydrauliques publiques et leur mise à disposition à des exploitations agricoles. Il prévoit l'aménagement de 1 900 hectares de périmètres hydro-agricoles, la sécurisation de l'accès des paysans au foncier avec l'attribution de parcelles (3 à 5 ha), leur implication dans le financement et l'entretien des aménagements, ainsi que l'organisation et la professionnalisation des acteurs agricoles de la région de Ségou.

*Plusieurs des ouvrages d'irrigation réalisés afin d'améliorer les conditions de débit, de limiter les pertes et de protéger les berges du canal.*

**1 000 hectares de périmètres hydro-agricoles aménagés et 980 hectares réhabilités**

Résultats attendus

**1 900 hectares de périmètres hydro-agricoles aménagés**





© Photo : Andrey S. Diarra / AFD

*60 hectares des superficies aménagées sont prévus pour la plantation d'eucalyptus en vue de répondre aux besoins en bois des communautés, mais aussi permettre un microclimat autour des parcelles agricoles.*

# Burkina Faso & Niger



## Focus sur 5 projets

Résultats intermédiaires mesurés à fin 2019



### Fourniture d'eau potable en zones urbaines

**Régions :** Dédougou, Nouna, Ouahigouya, Arbinda, Yako, Djibo, Gourcy, Tougan, Toma, Titao, Kaya, Fada N'Gourma, Bogande, Dori, Gorom-Gorom, Kongoussi, Sebba, Gayeri et Diapaga

**Démarrage :** 2018

**Montant :** 2 M€



### Raccordement électrique de centres isolés

**Régions :** Ouagadougou, Ouahigouya, Kaya, Dori, Kongoussi, Djibo, Fada N'Gourma, Matiacoali

**Achévé en 2017**

**Montant :** 32 M€



### Assainissement autonome en milieu urbain (PAAMU)

**Régions :** Ouahigouya, Titao, Fada N'Gourma

**Démarrage :** 2018

**Montant :** 2,5 M€



### Branchements au réseau électrique

**Régions :** Ouahigouya, Kongoussi, Djibo, Kaya, Dori, Gorom-Gorom, Yako

**Démarrage :** 2018

**Montant :** 3 M€



### Appui à l'éducation et à la formation du Niger (PAEQ)

**Régions :** territoire national  
**Co-financeurs :** Partenariat mondial pour l'éducation, Coopération suisse

**Achévé en 2019**

**Montant :** 16 M€



## FOURNITURE D'EAU POTABLE EN ZONES URBAINES

Démarrage : 2018

Ce projet prévoit le raccordement de 8 000 abonnés supplémentaires et l'extension du réseau de distribution d'eau potable dans 19 centres urbains, ce qui représentera pour l'Office national de l'eau et l'assainissement (ONEA) une hausse de 25% de ses abonnés dans ces localités. L'ONEA, grâce à ce financement français, contribue ainsi directement aux objectifs du Plan d'Urgence Sahel du gouvernement burkinabè.

**74 200 personnes accèdent à l'eau potable**

Résultats attendus

**80 000 personnes accéderont à l'eau potable grâce à 8 000 branchements dans 19 centres urbains**





© Photo : Roland Zaré / AFD



## ASSAINISSEMENT AUTONOME EN MILIEU URBAIN

Démarrage : 2018

Dans les six villes concernées par le projet, 330 000 personnes ne disposent pas de réelles installations sanitaires. Ce projet vise à construire des ouvrages d'assainissement familial et à sensibiliser les populations aux bonnes pratiques d'hygiène. Le projet s'accompagne également d'un renforcement de la filière de traitement des boues issues des vidanges des fosses.

**6 100 sanitaires réalisés**

Résultats attendus  
**8 000 sanitaires réalisés au bénéfice de 80 000 personnes**



## BRANCHEMENTS AU RÉSEAU ÉLECTRIQUE

Démarrage : 2018

Le Nord du Burkina Faso est marqué par un faible taux d'accès à l'électricité, inférieur à la moyenne nationale (20%). Dans les principales villes de la région, moins d'un foyer sur six est raccordé au réseau électrique, notamment à cause des coûts élevés de raccordement. Ce projet vise à améliorer l'accès à l'énergie grâce à une campagne de branchements subventionnés au réseau électrique national. La réduction du coût - comprise entre 40 et 80 %, en fonction des caractéristiques techniques du branchement - bénéficiera aux ménages et aux petits opérateurs économiques des villes de l'arc frontalier. Avec 27 000 nouveaux abonnés visés, la compagnie nationale (Sonabel) doublera le nombre d'abonnés dans ces villes.

*Dans la ville de Kaya, région Centre-Nord, l'une des familles bénéficiant des nouveaux branchements électriques.*

**20 000 branchements subventionnés**  
**76 000 personnes raccordées**  
**au réseau électrique**

Résultats attendus  
**100 000 personnes raccordées**  
**au réseau électrique**



**ALLIANCE  
SAHEL**





*L'un des employés de la compagnie Sonabel vérifie les niveaux de production.*



© Photo : Roland Zare / AFD

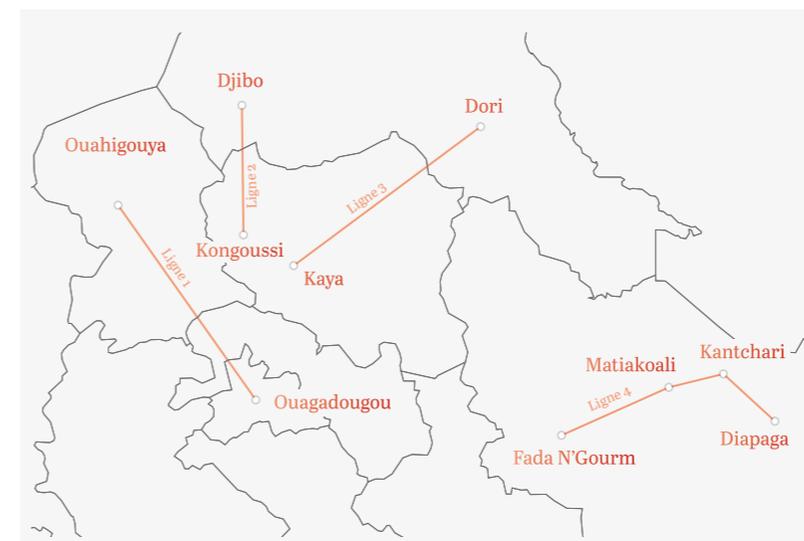


## RACCORDEMENT ÉLECTRIQUE DE CENTRES ISOLÉS

Achevé en 2017

Les centres de consommation isolés des villes de Ouahigouya, Djibo et Dori sont désormais raccordés au réseau électrique principal ainsi que ceux de nombreuses localités sur les axes Ouagadougou-Ouahigouya, Kaya-Dori, Kongoussi-Djibo et Fada Ngourma-Matiakoali. Avec plus de 500 km de lignes électriques, ce projet a considérablement participé au développement du réseau électrique du Burkina Faso.

**8 localités raccordées**  
**500 km de lignes électriques**





## APPUI À L'ÉDUCATION ET À LA FORMATION AU NIGER

Achévé en 2019

Malgré des progrès importants réalisés ces dernières années en termes de scolarisation avec un taux de scolarisation au primaire passant de 35% à 79% entre 2001 et 2012, le Niger n'atteint pas encore ses objectifs d'accès à l'éducation pour tous. Ce projet a pour objectif d'accroître la capacité d'accueil des élèves par la construction de salles de classes et de favoriser la scolarisation des jeunes collégiennes à travers un système de bourses et l'alphabétisation des jeunes femmes. Le projet vient également renforcer l'ensemble des acteurs du système éducatif à travers le soutien à la formation et la mise en place de subventions aux comités de gestion des écoles. Certaines de ces mesures pilotes mises en place dans le cadre du PAEQ continuent de renforcer la politique de l'Etat nigérien en matière d'éducation.

**3 millions de bénéficiaires dont**  
**1,2 million de femmes**  
**1 200 salles de classe construites**  
**100 000 enfants dont les repas sont**  
**pris en charge pendant 3 ans**  
**47 000 enseignants et personnel**  
**d'encadrement formés**  
**7 000 comités de gestion soutenus**





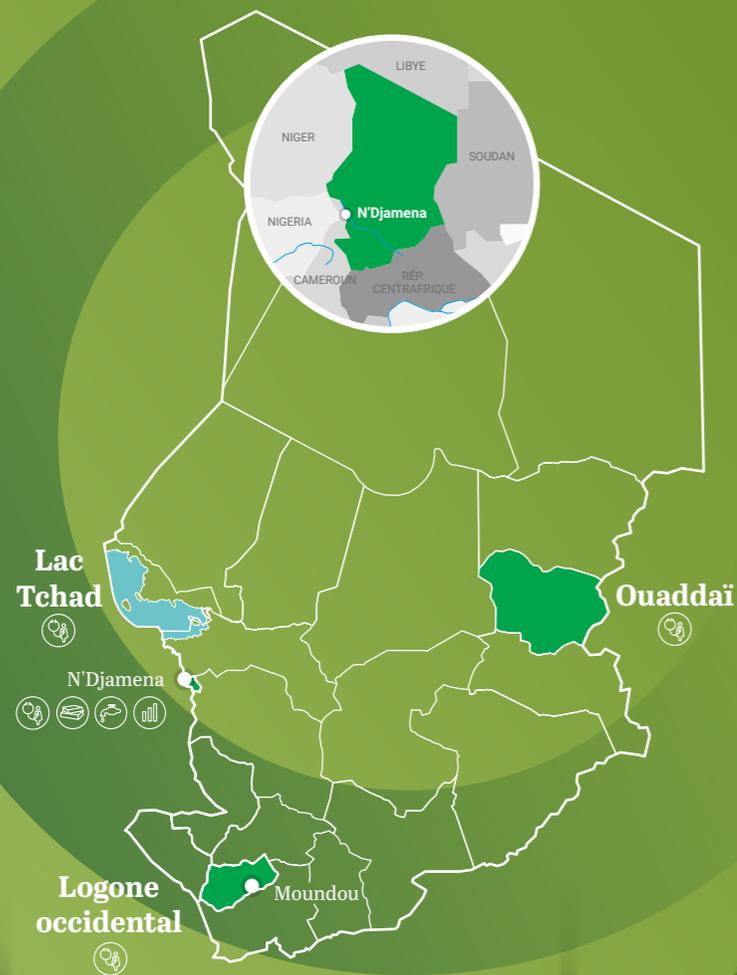
*Les élèves des écoles des communes de Makalondi et de Torodi. A l'école de Patti (Makalondi), qui compte aujourd'hui 235 élèves dont 122 filles, le taux de fréquentation s'est amélioré avec une distance à parcourir plus courte pour les élèves (entre 5 à 7 km de route de leur domicile) et des repas scolaires subventionnés.*



*© Photo : Souley Abdoulaye / AFD*

*Le chef du village de Banizoumbou, dans la région de Niamey, dans le jardin potager mis en place par le comité de gestion de l'école afin d'approvisionner la cantine.*

# Tchad



## Focus sur 6 projets

Résultats intermédiaires mesurés à fin 2019



### Appui au secteur de la santé au Tchad (PASST) phase 2

**Régions :** N'Djamena, Logone occidentale, Ouaddaï  
**Achévé en 2018**  
**Montant :** 10 M€



### Appui à la réadaptation et à l'insertion économique des personnes vulnérables (Incluiph)

**Régions :** N'Djamena, Moundou, pourtour du lac Tchad  
**Démarrage :** 2018  
**Montant :** 3 M€



### Appui à la formation professionnelle pour l'amélioration de la compétitivité des entreprises au Tchad (Afpacet)

**Régions :** N'Djamena et villes secondaires  
**Co-financement**  
 Union européenne  
**Démarrage :** 2015  
**Montant :** 5 M€



### Assainissement urbain

**Régions :** Quartiers Nord-Est de N'Djamena  
**Co-financement**  
 Union européenne  
**Démarrage :** 2018  
**Montant :** 1,5 M€



### Appui à la petite entreprise (PAPE)

**Régions :** N'Djamena  
**Achévé en 2019**  
**Montant AFD :** 1,5 M€



### Santé urbaine à N'Djamena (PSUN)

**Régions :** Quartiers Sud et Est de N'Djamena  
**Démarrage :** 2012  
**Montant :** 8 M€



## APPUI AU SECTEUR DE LA SANTÉ AU TCHAD

(PHASE 2)

Achévé en 2018

Le projet vise à soutenir le secteur de la santé au Tchad, notamment en faveur des femmes enceintes et des enfants, en renforçant les capacités du ministère dans la définition et le pilotage des politiques de santé, la formation initiale et continue des personnels, la mise à niveau des infrastructures, l'accès aux soins et la prise en charge des personnes atteintes du VIH-Sida (1 312 patients ont bénéficié d'une prise en charge médicale et psychosociale gratuite).

**66 700 consultations pédiatriques gratuites**

**8 405 enfants ont bénéficié du forfait pédiatrie**

**6 985 femmes ont bénéficié du forfait obstétrical**

**11 552 accouchements assistés**

**3 700 soignants, nouveaux infirmiers et sages-femmes formés**





*De nombreuses femmes et enfants ont bénéficié des “forfait obstétrical” et “forfait pédiatrie” (prise en charge de la naissance aux cinq ans de l’enfant) pour un montant de 5000 Fcfa (environ 8 euros), soit 5% du coût total de la prestation.*



© Photo : Clotilde Bertet / AFD





## APPUI À LA RÉADAPTATION ET À L'INSERTION DES PERSONNES VULNÉRABLES

Démarrage : 2018

Le Tchad compte 1,7 million de personnes en situation de handicap. Ce projet vise à améliorer leur qualité de vie et leur inclusion socio-économique à travers des appuis à la réadaptation fonctionnelle (mobilité) et à l'accès aux soins et à l'insertion professionnelle (apprentissage, formation) en partenariat avec l'ONG Humanité et Inclusion.

**5 030 prestations de réadaptation offertes aux personnes en situation de handicap**

**3 500 personnes prises en charge dans les centres de N'Djamena et Moundou**

Résultats attendus

**10 000 prestations de réadaptation offertes**

**12 000 bénéficiaires des services de réadaptation et de santé**

**1 000 bénéficiaires accompagnés dans leur insertion socio-économique**



Reportage réalisé par l'ONG Humanité & Inclusion © Photo : Marc Channellière



## SANTÉ URBAINE À N'DJAMENA

Démarrage : 2012

Le projet PSUN vise à améliorer les capacités des services de la mairie dans la gestion des déchets solides et la gestion des déchets biomédicaux ; l'offre de soins de santé maternelle et infantile (réhabilitation, construction et équipement de 17 centres de santé, ainsi que la formation de sages-femmes); l'accès et la disponibilité des produits de planification familiale, notamment via la construction de deux cliniques lancées en mai 2019 ; le traitement des eaux usées via la construction d'une station d'épuration de l'hôpital général de référence nationale, inaugurée en mars 2018

**17 centres de santé construits ou réhabilités**

**Près de 50 sages-femmes formées**

**52 relais communautaires formés en matière de santé de la reproduction**

Résultats attendus

**2 cliniques additionnelles de planification familiale construites**



## APPUI À LA PETITE ENTREPRISE

Achevé en 2019

À N'Djaména, le développement d'activités génératrices de revenus et d'emplois constitue un enjeu majeur. La Maison de la petite entreprise, ouverte en février 2016, vise à réduire le chômage des jeunes par la promotion de l'entrepreneuriat et l'accompagnement à la création et au développement d'entreprises portés par les jeunes tchadiens. En 2019, un financement additionnel (10 M€) va permettre la construction d'un nouveau bâtiment, le renforcement de l'accès au financement des jeunes entrepreneurs (prêts d'honneur) et l'extension du projet à d'autres villes.

*Quelques-uns des projets accompagnés par la Maison de la petite entreprise : l'agence de voyages Chamss tour, l'atelier et magasin Le complexe de la maroquinerie, le magasin de produits alimentaires et sanitaires BioKadji, l'entreprise de transformation d'huiles alimentaires Djibia.*

**18 640 jeunes sensibilisés à l'entrepreneuriat**

**2 586 porteurs de projet formés à l'entrepreneuriat**

**829 entrepreneurs accompagnés dans leur projet**





© Photo : Clotilde Bertet / AFD



TCHAD



## APPUI À LA FORMATION PROFESSIONNELLE POUR L'AMÉLIORATION DE LA COMPÉTITIVITÉ DES ENTREPRISES AU TCHAD

Démarrage : 2015

Depuis 2015, le premier projet d'appui à la formation professionnelle pour l'amélioration de la compétitivité des entreprises au Tchad a permis de renforcer les organisations professionnelles pour faire remonter le besoin des entreprises et les centres de formation continue et d'apprentissage (équipement, gouvernance, mise en place de programmes de formation). Le Fonds d'appui à la formation professionnelle, un organisme qui s'autofinance via la taxe professionnelle collectée auprès des entreprises pour le financement et la coordination (amélioration de la collecte de la taxe d'apprentissage notamment) a également été soutenu. Une nouvelle phase (10 M€ sous délégation de l'UE) doit permettre l'extension du dispositif d'apprentissage en province.

**Plus de 420 plans de formations d'entreprises financés**

**Plus de 11 800 bénéficiaires de formations continues, dont 43 % de femmes**

Résultats attendus

**7 centres de formation équipés**



## ASSAINISSEMENT URBAIN À N'DJAMENA

Démarrage : 2018

La périphérie Nord-Est de la capitale connaît une croissance urbaine et démographique sans précédent. Pour les habitants de ces quartiers, l'accès aux services de base reste très limité, notamment à l'eau potable et à des systèmes d'assainissement décents – ce qui accentue leur précarité foncière et leur fragilité sociale. Ce projet prévoit la construction de latrines familiales, de latrines publiques et de bornes fontaines. Il s'inscrit dans la continuité d'un premier projet eau et assainissement à N'Djamena démarré en 2013 sur financement de l'AFD (7,5M€) et d'une délégation de fonds de l'UE (18M€).

**818 latrines familiales pour  
9 935 bénéficiaires**







